

## **Corruption et crise financière en Europe : la voix de Daniel Lebègue**

*« Le rapport impressionnant que vient de publier notre ONG Transparency International, à la demande de la Commission Européenne, sur les dispositifs de prévention et de répression de la corruption dans 25 pays de l'Union Européenne démontre le lien très fort qui existe entre le niveau de la corruption dans un pays et la dégradation de ses comptes publics », explique sur son blog Daniel Lebègue, Président de Transparence-International France et de l'ORSE (Observatoire de la responsabilité sociétale des entreprises), .*

*« Ce lien s'établit par un triple canal : celui de la mauvaise gestion des deniers et des services publics qui alourdit les frais généraux de la nation. Celui de la fraude fiscale, qui prive l'Etat d'une partie des recettes nécessaires à l'équilibre des budgets publics. Celui enfin de la fuite de capitaux, qui vont chercher sur des places financières offshore en Europe ou hors d'Europe, le secret puis le recyclage de l'argent et des biens mal acquis.*

*Malgouvernance publique, corruption, fraude fiscale, fuite de capitaux acquis de manière illicite expliquent en grande partie la crise financière interminable que connaît l'Union Européenne et au premier chef, les pays du Sud et de l'Est de l'Europe qui sont les plus exposés à ces défaillances : Grèce, Italie, Espagne, Portugal, mais aussi Roumanie, Bulgarie, Hongrie.*

*Les masses de capitaux en jeu sont en effet considérables, même si l'on ne dispose pas de statistiques officielles en la matière.*

*La corruption au sein de l'Union Européenne représenterait 120 milliards d'euros par an. La fraude et l'évasion fiscale dans l'Europe au sens large – y compris la Russie et l'Ukraine – ont été évaluées à 1000 milliards d'euros par an. Dans des pays en grande difficulté comme la Grèce, l'Italie ou l'Espagne, la fraude fiscale équivaut à 50 à 70% du déficit budgétaire annuel. Le chiffre correspondant pour la France se situe autour de 30 à 35%. On peut rappeler, enfin que le blanchiment de l'argent issu d'activités illégales – trafic de drogue, terrorisme, trafic d'êtres humains, corruption – représente une partie très significative (15 à 20%) des flux de capitaux qui s'échangent dans le monde.*

*Quelle conclusion faut-il tirer de ce constat ? Au moment où, partout dans le monde, l'heure est à la maîtrise des déficits et des endettements publics, il est impératif d'agir, au niveau national et international, sur le levier de la lutte contre la corruption et la fraude. Cette action-là devrait constituer une des composantes principales de toute politique de redressement, qu'il s'agisse de redressement financier, social ou moral ».*

**Le rapport de Transparency est dans notre base « Ressources documentaires », Institutions et Organisations européennes, Transparency International Europe, rapports.**